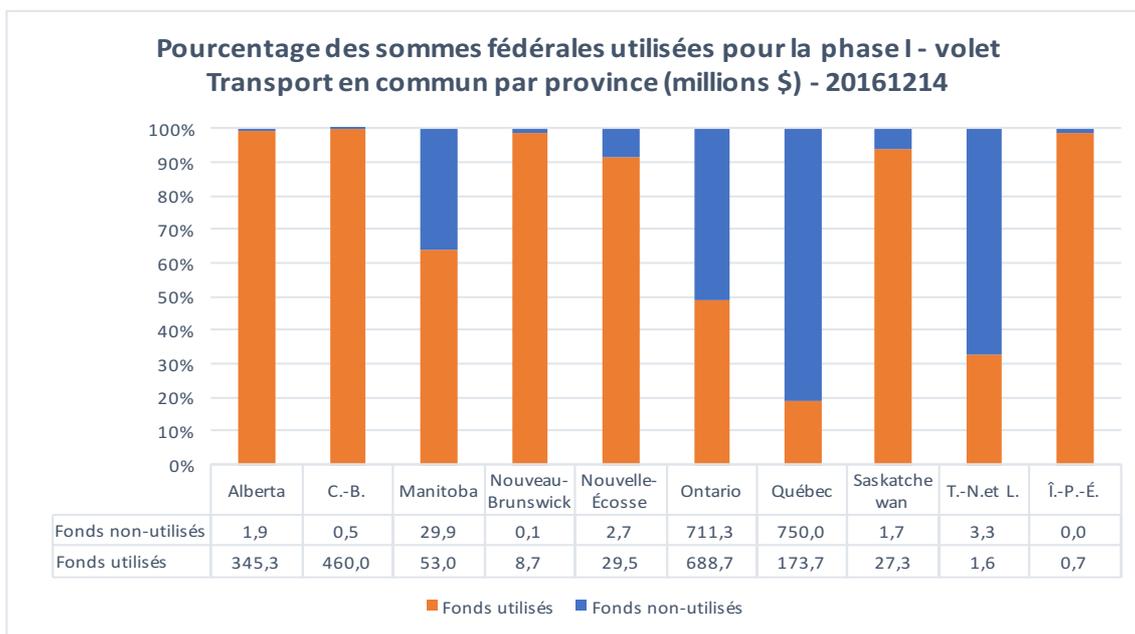


## Investissements sans précédents du fédéral dans les transports en commun Dernier de classe, Québec doit aller chercher sa part

Le 16 décembre 2016, à Montréal – Le Québec, à cause de la lenteur du gouvernement à confirmer les projets prioritaires, est la province qui a le moins profité à ce jour des investissements fédéraux accrus pour le transport en commun. Les données, disponibles en ligne et recensées par Transit, l’Alliance pour le financement du transport collectif au Québec, démontrent que Québec est la bonne dernière des provinces ; il est temps pour le gouvernement d’aller chercher les sommes nécessaires et disponibles au Fédéral.

### Le manque de support provincial à Québec retarde le financement de certains projets

Les données disponibles sur le site fédéral d’Infrastructures Canada précisent qu’ayant accès à 923 millions de dollars pour les transports en commun, le Québec n’a confirmé des projets que pour une somme de 173 millions de dollars à ce jour. D’autres, comme l’Alberta, la Colombie-Britannique, la Saskatchewan, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse ont déjà confirmé l’utilisation de plus de 90% des sommes qui leurs sont dévolues.



Source : infrastructure.gc.ca

Pire, l’histoire se répète car le Québec a très peu profité des fonds fédéraux pour bonifier ses transports collectifs depuis le début du siècle. Seulement 7% des fonds fédéraux depuis 2002 ont servi aux transports collectifs au Québec, contre 49% en Ontario.

« Toute la bonne volonté d’intervention du gouvernement fédéral pour des transports collectifs de qualité est mise à mal par la lenteur du gouvernement du Québec à sélectionner les projets. Ce n’est pourtant pas les besoins qui manquent. À quand plus d’ambition pour les transports collectifs à Québec ? » a souligné Karel Mayrand, directeur pour le Québec de la Fondation David Suzuki.

«À l'instar de Toronto, Montréal, la métropole du Québec a des besoins urgents qui vont bien au-delà du projet du REM. Rappelons qu'à court et moyen termes, la congestion galopante ne pourra être enrayerée qu'avec la multiplication et la réalisation de projets de SRB et de nouvelles voies réservées avec déploiement d'autobus. L'Est de l'île attend toujours des infrastructures majeures de transport collectif. Au gouvernement du Québec de faire en sorte que cela se réalise» d'insister Coralie Deny, directrice générale du Conseil régional de l'environnement de Montréal.

« Les investissements stratégiques du fédéral devraient nous permettre d'enfin réaliser le SRB Québec-Lévis, voire de devancer l'échéancier de mise en service. Le projet n'apparaissait toujours pas dans la liste de projets finançables par Ottawa dans son énoncé économique d'automne. Il est temps que les politiciens du Québec sautent sur l'occasion qui se présente », a précisé Étienne Grandmont, directeur général d'Accès transports viables.

« À Gatineau, les élus fédéraux sont prêts à des investissements massifs en transport collectif pour assurer un lien efficace entre les deux rives de la rivière des Outaouais mais le gouvernement provincial lui ne semble pas prêt. Il y a actuellement une conjoncture extrêmement favorable pour la mobilité durable, la province devrait saisir cette chance plutôt que de rester passive » mentionne Benoit Delage, directeur du Conseil régional de l'environnement de l'Outaouais.

#### Financement fédéral par province par catégorie depuis 2002

Québec	Ontario
<b>Financement par catégorie</b>	<b>Financement par catégorie</b>
Autoroutes et routes 47%	Transport en commun 49%
Eaux usées 15%	Eaux usées 15%
Eau potable 10%	Autoroutes et routes 10%
Transport en commun 7%	Eau potable 4%
Culture 5%	Loisirs 4%
Sport 4%	Infrastructure frontalière 4%
Loisirs 4%	Culture 3%
Maritime 2%	Connectivité et services à large bande 2%
Gestion des déchets solides 2%	Autres 2%
Infrastructure frontalière 2%	Tourisme 2%
Tourisme 1%	Sport 2%

Source : infrastructure.gc.ca

#### **L'Ontario est sur les rails**

La province voisine du Québec, l'Ontario, a déjà investi dans ses transports collectifs plus de 4 fois plus d'argent issu de la phase I fédérale. De plus, l'Ontario, à son budget 2016-17, prévoit d'investir 5,3 G\$ dans les transports collectifs, soit plus de 70% de ses investissements en transport des personnes. Au Québec, le budget fait plutôt état de 1,1G\$ pour les transports collectifs, soit 35% des investissements en transport des personnes.

L'Alliance demande à Québec doit pour profiter des programmes fédéraux, rehausser les investissements en infrastructures de transport collectif lors du budget 2017-2018, en plus de mettre en œuvre une politique de de mobilité durable ayant des objectifs chiffrés d'augmentation de l'offre de service à court terme.

Depuis sa création en août 2011, TRANSIT a fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020, dont le rééquilibrage des investissements en transports (30% aux transports collectifs), multiplier par cinq le financement du développement de l'offre de service en transport collectif via le Fonds vert et l'utilisation du Fonds Chantiers Canada pour financer les projets de transports collectifs au Québec.

**Source**

Philippe Cousineau Morin

514-799-1906

[info@transitquebec.org](mailto:info@transitquebec.org)